



**HAL**  
open science

## Modèles agricoles : Une dégradation du débat public à travers les médias (entretien)

Valérie Pean, Pierre Gasselin, Guillaume Ollivier

► **To cite this version:**

Valérie Pean, Pierre Gasselin, Guillaume Ollivier. Modèles agricoles : Une dégradation du débat public à travers les médias (entretien). 2024, pp.17-19. hal-04795037

**HAL Id: hal-04795037**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04795037v1>**

Submitted on 21 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## MODÈLES AGRICOLES

# Une dégradation du *débat public* à travers les médias

par Valérie Péan

**On le sait, l'agriculture en France obéit à plusieurs modèles. Si d'aucuns prônent que toutes les formes d'agriculture devraient pouvoir coexister pacifiquement, celles-ci se voient le plus souvent opposées les unes aux autres. Le conventionnel contre le bio, l'agribusiness versus l'agriculture paysanne... Caricaturale, cette logique binaire ? Pas tant que ça si l'on se réfère au traitement médiatique de la coexistence des différentes formes d'agriculture en France. À travers une analyse au long cours (de 2017 à 2020) de près d'un millier d'articles, deux chercheurs Inrae, le socio-informaticien Guillaume Ollivier (unité Écodéveloppement) et le géographe Pierre Gasselin (UMR Innovation) ainsi que la documentaliste Véronique Batifol (département Act) relèvent des dynamiques parfois étonnantes, montrant au passage que les médias contribuent bel et bien à la construction des problématiques dans l'espace public. Optant pour une approche originale, ils mettent en relief une polarisation croissante du débat au fil des quatre années de leur étude.**

**Avant d'en venir aux résultats de vos travaux, que désigne-t-on exactement par « modèle agricole » ?**

**Pierre Gasselin :** Cela peut relever de trois registres. Un modèle agricole peut être d'abord la représentation qu'un expert se fait d'une réalité donnée, par exemple les typologies qu'il fait des formes d'agriculture, ce peut être la catégorisation des systèmes de production dans une région donnée. Le deuxième c'est la façon dont un acteur énonce un projet, un futur désiré ou rejeté, tel cet avenir souhaité qu'est l'agriculture paysanne pour certains mouvements. Et la troisième acception c'est le cadre normatif par lequel un ensemble d'institutions et d'acteurs qualifient une forme d'agriculture, comme l'agriculture biologique, distinguée par des processus de certification résultant de rapports de force et de compromis institutionnalisés entre acteurs. Voilà trois façons de

qualifier ce qu'est un modèle, qui nous intéressent toutes et qui tendent à s'inspirer mutuellement.

**Et la coexistence ?**

**P.G. :** Étymologiquement, elle désigne la coprésence, la simultanéité. En elle-même, elle n'est pas nécessairement pacifique ou harmonieuse. Elle recouvre des jeux de complémentarité, de synergie, d'alliance, de coévolution ou alors des situations de concurrence, de rapport de forces, de confrontation, d'opposition très forte.

**Voire d'exclusion, comme certains acteurs l'ont pointé sur le cas de l'impossible coexistence des OGM et du bio ?**

**P.G. :** Oui. D'ailleurs, historiquement, c'est à propos des OGM que les scientifiques se sont saisis de la question de la coexistence des modèles agricoles, mais principalement pour débattre des

distances entre parcelles OGM et non OGM pour éviter les flux de gènes. Il ne s'agissait pas alors d'analyser les relations entre acteurs.

**LA FAIBLE PLACE DU CADRAGE SCIENTIFIQUE**

**Votre analyse est structurée autour de trois grandes sphères : celle du politique, celle du scientifique et celle des systèmes alimentaires. Qu'est-ce que cela nous apprend du traitement médiatique de la coexistence des modèles ?**

**P.G. :** La cartographie de tous les articles nous a permis de qualifier trois thématiques principales autour desquelles s'organisent les échanges entre acteurs : le champ du politique, le champ scientifique et, enfin, le champ des systèmes alimentaires, largement porté par les questions des marchés et de leur régulation (organisation des filières, résilience territoriale...). L'angle politique, qui représente 44 % des

QUEL HEURT EST-IL ?

L'ANALYSE DE TENSIONS ET CONFLITS EN COURS



articles, a une forte prégnance. Cela tient certes au type de textes retenus, souvent issus de la presse généraliste. Reste que c'est bien dans ce cadre que s'inscrivent les controverses et les arbitrages. Ce prisme du politique est aussi le reflet d'une attente de la société, y compris des médias, en faveur d'une intervention forte des pouvoirs publics. Cela se remarque à travers les personnalités mentionnées ou convoquées dans le corpus : le président de la République apparaît largement en tête ! Et puis, n'oublions pas que notre agriculture est très largement soutenue par des politiques publiques, y compris d'un point de vue économique.

#### Qu'en est-il du champ scientifique ?

**Guillaume Ollivier :** J'ai été surpris de la faible place du cadrage scientifique pour aborder cette coexistence, notamment à propos des enjeux et de la nécessité de la transition de l'agriculture. Non seulement cette thématique scientifique n'occupe qu'un quart des articles, mais ceux-ci s'attachent surtout à comparer les modèles par le prisme des rendements et de l'impact environnemental, ou encore par celui de la question des émissions de gaz à effet de serre pour les modèles d'élevage. D'autres renvoient à des productions de connaissances, à l'occasion de la parution de grands rapports, dont ceux d'Inrae.

#### Reste la thématique des systèmes alimentaires, pour 31 % des articles. Quels sujets sont mis en avant ?

**P.G. :** Dans les débats sur les questions économiques et de marché depuis la production jusqu'à la consommation, deux thèmes d'intérêt majeur règnent : l'agriculture biologique, alors en forte hausse, et la transformation des systèmes sous l'angle de la gouvernance alimentaire, de la résilience des circuits de proximité à l'épreuve du Covid.

#### UNE TENEUR DE PLUS EN PLUS NÉGATIVE

**Vous avez complété cette manière d'appréhender les débats par l'étude de trois controverses qui étaient saillantes à l'époque. Sur quels sujets portaient-elles et qu'apporte de plus leur analyse ?**

**G.O. :** Oui, il s'agissait d'Égalim, des pesticides et enfin de l'*agribashing*, une notion qui a soulevé beaucoup d'opposition. Ces disputes se sont succédé au fil des quatre années. Là, nous avons appliqué « l'analyse de sentiment », qui classe les informations subjectives du très positif au très négatif, en passant par le neutre. Cela nous a permis de relever que le traitement médiatique de la coexistence a évolué vers une polarisation croissante. En clair, au fil du temps, nous avons constaté une dégradation du débat ou, tout au

## UN DISPOSITIF INNOVANT

Tout est parti d'une veille médiatique mise en place en 2017 par un collectif de chercheurs Inrae, dans le cadre d'un programme de recherche sur la coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires. Un dispositif maintenu durant quatre ans. Pas si simple. D'abord, il a fallu construire les requêtes pour l'outil de veille choisi (Digimind). Problème : la coexistence en tant que telle n'étant pas un sujet médiatique, de simples mots clés ne suffisaient pas. Pour recueillir les articles supposés être pertinents, il a donc fallu élaborer des dictionnaires avec des mots précis tels que « opposition », « synergie », « complémentarité »... Mais aussi les termes qualifiant l'écologisation des pratiques et les types de modèles agricoles. Là n'est pas tout. Car il faut également opérer un tri manuel, avec des remontées quotidiennes, y compris les week-ends... Deux documentalistes et quatre chercheurs s'y sont collés à tour de rôle. Résultat ? Neuf cent soixante-huit textes, issus d'environ deux cent soixante sources différentes, allant de la presse « classique », généraliste, locale, jusqu'à des articles en ligne et des blogs. Des formats très différents, qui avaient pour seul point commun d'aborder les modèles agricoles et leur coexistence, sachant que cette dernière est une notion un peu évanescence, qui recouvre une grande diversité de situations. Comment rendre compte d'un tel matériau ? Comment analyser le plus finement possible la diversité des acteurs, des débats, des thématiques en jeu au travers des discours médiatiques ? C'est là qu'intervient l'expertise textométrique de Guillaume Ollivier. Ce spécialiste des humanités numériques et de la socio-informatique a en effet développé des instruments spécifiques pour cette étude, venant compléter l'outil CorText.



Pierre Gasselino

moins, une teneur de plus en plus négative du corpus. C'est un résultat assez marquant. Cela commence par la controverse sur Égalim, qui aurait pu correspondre à un moment de conciliation, avec une volonté affirmée que les acteurs de la filière s'entendent. Or, cela ne s'est pas tout à fait passé comme ça, les ministres de l'Agriculture et de l'Écologie de l'époque se sont opposés presque d'emblée. Puis suivent les pesticides. Et quand arrive le terme d'*agribashing*, il y a comme un renoncement des pouvoirs publics à opérer un traitement politique global de l'agriculture. Avec même, entretemps, un recul par rapport à l'ambition initiale de la présidence Macron, autour du glyphosate et des néonicotinoïdes.

**Des dynamiques se sont ainsi opérées en quatre ans vers une conflictivité croissante. Comment cela s'est-il traduit plus précisément dans les médias ?**

**G.O. :** J'ai parlé de polarisation, qui désigne le recours plus fréquent à des termes relevant de la critique, du négatif. Elle s'opère aussi indirectement à travers les types d'acteurs mobilisés parmi lesquels s'opposent les tenants de l'agriculture conventionnelle et ceux relevant du champ de l'environnementalisme ou de l'alternatif. En la matière, dans notre corpus, ils ont un poids

à peu près équivalent – 16,9 % pour les premiers contre 15,7 % pour les seconds. Et, quand on analyse les arguments échangés, nous retrouvons cette binarité : deux camps qui s'affrontent sur les différents dossiers, avec des jeux d'alliance. C'est le cas avec la coalition « Pour une autre PAC » qui rassemble la gauche paysanne agricole, des acteurs de l'environnement et des consommateurs.

**UNE MANIÈRE DE TUER LE DÉBAT**

**P.G. :** Cela dit, en même temps que s'opère cette dégradation du discours, il faut signaler que se déploient des stratégies visant à l'invisibilisation des critiques du modèle conventionnel. D'ailleurs, l'utilisation de la notion d'*agribashing* va dans ce sens. On assiste à la mise en place d'une défense plus active du modèle dominant, au point de mobiliser l'appareil des forces de l'ordre. En fait, en quatre ans, l'intention initiale de construire des espaces démocratiques de débat, via des conventions citoyennes par exemple, s'est transformée au point de s'enfermer dans un durcissement des positions autour de questions réglementaires, sur la régulation des marchés ou celle des pesticides. Ce qui est une manière de tuer le débat.

**Cette approche duale n'était-elle pas prévisible ?**

**« On assiste à la mise en place d'une défense plus active du modèle dominant, au point de mobiliser l'appareil des forces de l'ordre. »**

**P.G. :** Nous avons été surpris. Car, à l'origine, nous avons caractérisé les modèles agricoles par une très grande diversité de noms emblématiques ou de qualificatifs : permaculture, agroforesterie, biodynamie, agriculture naturelle et *tutti quanti*. Rien que sur les formes écologisées des pratiques, nous avons indiqué une cinquantaine de noms. Or nous n'avons pas retrouvé cette diversité des formes d'agriculture, qualifiées positivement à partir des années 1990 et qui s'énoncent à la fois dans l'écologisation des pratiques, les relations au marché, les enjeux des rapports à la nature. C'est la binarité qui l'emporte. Celle, intrinsèque, de la biologie (homme/femme), de la morale (le bien/le mal) ou de la politique (droite/ gauche). Cela réduit la richesse des échanges et la lecture du monde.

**Malgré cette binarité, voit-on apparaître une écologisation des visions et des pratiques, y compris chez les acteurs de l'agriculture conventionnelle ?**

**P.G. :** Ce qui est notable c'est plutôt ce que Claire Lamine appelle la redifférenciation<sup>1</sup> : une requalification continue des formes d'agriculture entre elles. Par exemple, l'agriculture

1 - Claire Lamine, « Le rôle des interactions entre bio et "conventionnel" dans la transition écologique du système alimentaire territorial de l'Ardèche méridionale », dans *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires*, p. 239-254, éditions Quae, 2021.

# « En clair, au fil du temps, nous avons constaté une dégradation du débat ou, tout au moins, une teneur de plus en plus négative du corpus. »



Guillaume Ollivier

dite régénératrice<sup>2</sup> qui apparaît aujourd'hui permet de se repositionner par rapport à l'agroécologie et à ses acteurs, en défendant des intérêts différents. Le régénératif d'aujourd'hui est porté notamment par Danone, McCain et autres firmes. L'agriculture régénératrice d'hier c'était l'agriculture bio américaine, celle promue par le Rodale Institute, qui a d'ailleurs inventé le terme de « bio régénérateur » dans les années 1980. De fait, s'opère une sorte de jeu sémantique autour des qualifications qui correspond à des enjeux de relégitimation d'une forme d'agriculture contre une autre.

**Comme il y a eu « l'agriculture raisonnée » pour contrer la bio à partir de 1993, largement portée par la FNSEA et soutenue par l'Union des Industries de la Protection des Plantes (UIPP)...**

**P.G. :** Oui, ou, aujourd'hui, la « haute valeur environnementale ». L'idée est née lors du Grenelle de l'environnement de 2007 et elle était portée notamment par France Nature Environnement<sup>3</sup>.

2 - Dans le droit fil de l'agriculture de conservation, venue des États-Unis, l'agriculture régénératrice (dite aussi régénérative) est présentée comme visant à restaurer les sols, leur qualité et leur biodiversité, ainsi qu'à optimiser la captation du carbone, via une couverture permanente, des rotations longues pour améliorer la fertilité et le non-labour. Mais en l'absence d'une définition réglementaire, les pratiques s'en revendiquant sont fort diverses.

3 - Sur ce sujet, lire <https://revue-sesame-inrae.fr/haute-valeur-environnementale-les-promesses-decues-dune-certification/>

Sauf que, entretemps, la démarche a été dénaturée et capturée par d'autres acteurs, en particulier des filières conventionnelles de la pisciculture pour des raisons de marketing. Cela produit de l'ambiguïté et c'est un objet de trouble important pour les consommateurs. Du coup, la bio reste malgré tout un repère rassurant, un noyau stable, même si, ces derniers temps, du fait notamment de l'inflation, elle subit des reculs.

**UNE COGESTION ÉTAT-PROFESSION DÉCOUPLÉE**  
**Quels ont été vos plus grands étonnements à l'issue de vos travaux et de leurs résultats ?**

**P.G. :** Tout d'abord, nous avons éprouvé un certain plaisir à voir se confirmer nos cadres théoriques qui préexistaient à ce travail. En clair, les espaces de marché, la science, les espaces politiques et les espaces médiatiques sont bien des univers dans lesquels se structurent l'émergence et l'affirmation des modèles agricoles. Ensuite, un point qui m'a surpris, c'est le poids de la bio : je ne m'attendais pas à ce qu'elle soit un repère aussi fort pour les acteurs, qui s'en saisissent pour la défendre ou la critiquer. Car, concernant cette période, on pouvait penser que le mot marqueur pour qualifier les modèles était plutôt l'agroécologie. Cette notion apparaît certes, mais la bio reste un objet de référence très puissant, inscrit dans les marchés, dans les

institutions et dans les habitudes de consommation. Autre surprise : l'importance de la relation État-profession, alors même que certains articles annoncent la fin de l'ère de cogestion. Or, dans les textes, cette relation est encore très structurante pour traiter de la confrontation des modèles. J'ai également été frappé, a posteriori, par le fait que notre article, qui révèle la capacité de la profession agricole majoritaire à peser sur les décisions de politique publique, trouve une résonance aussi forte aujourd'hui, donc quatre ou cinq ans après. Avec les mobilisations récentes des agriculteurs, le mécanisme de cogestion est même démultiplié, comme le montrent le recul français en matière de réduction des pesticides et la régression des ambitions de la PAC en matière environnementale. En 2017 déjà, nous voyions apparaître cette tonalité. Cela fait partie des invariants.

**G.O. :** Intellectuellement, il était en effet satisfaisant de voir que l'approche quantitativiste confirme les controverses saillantes et l'enchaînement de la dégradation du débat. Initialement, nous souhaitions seulement cartographier la façon dont la coexistence était qualifiée. Sauf que s'en tenir à cette cartographie a un défaut : elle écrase la temporalité. C'est l'analyse de sentiment qui a permis de restituer une approche dynamique qui confère au corpus un sens différent. ●